

Table des matières

Les demandes d'hébergement : quand le droit judiciaire s'en(m)mêle. Regards de juges, de l'instance à l'appel	7
<i>Solange BRAT et Dima KARADSHEH</i>	
Introduction	7
Section 1. Quelles mesures le tribunal de la famille peut-il prononcer?	8
§ 1. Les mesures définitives	9
§ 2. Les mesures avant dire droit	9
§ 3. Les mesures prononcées sur la base de l'urgence invoquée	13
§ 4. Récapitulatif des mesures en matière d'hébergement	14
§ 5. Cas pratique : comment saisir le juge d'une demande urgente concernant l'hébergement?	14
Section 2. Quelle est la portée du principe dispositif en matière familiale?	15
§ 1. Le principe dispositif en matière familiale	15
§ 2. La jurisprudence de la Cour de cassation	16
§ 3. Cas pratiques	17
§ 4. Deux situations sous la loupe	18
Section 3. Comment et à quelles conditions faire usage de la saisine permanente devant le tribunal de la famille?	21
§ 1. Les principes	21
§ 2. La <i>check-list</i> de la mise en œuvre de la saisine permanente	22
A. La demande de révision doit concerner une cause réputée urgente	23
B. La demande de révision vise une mesure définitive...	23
C. ... sur laquelle il a déjà été statué précédemment...	23
D. ... et elle se fonde sur un élément nouveau significatif	24
§ 3. Cas pratiques	26

Section 4. L'appel différé des jugements avant dire droit	28
§ 1. Contours du jugement avant dire droit	28
§ 2. Le déverrouillage de l'appel immédiat	34
Section 5. Quelles sont les implications concrètes de l'effet dévolutif de l'appel?	35
§ 1. Le principe	35
§ 2. L'exception	37
§ 3. Ordre public et accord procédural	41
Section 6. Devant quelle juridiction porter une demande fondée sur une circonstance nouvelle lorsque la cause est pendante en appel?	43
§ 1. Les principes directeurs	43
§ 2. Articulation de ces principes	45
§ 3. Synthèse	46
§ 4. Cas pratiques	46
La place de la parole de l'enfant dans les séparations hautement conflictuelles : de la théorie à la pratique	49
<i>Bee MARIQUE et Géraldine MATHIEU</i>	
Introduction	49
Préambule : notion de séparation hautement conflictuelle	51
Section 1. La parole de l'enfant et les droits fondamentaux	52
§ 1. L'apport fondamental de la CIDE et des observations du Comité des droits de l'enfant	52
A. Rappel des principes : l'enfant, un sujet de droit	52
B. La place de la parole de l'enfant : le droit à la participation et l'intérêt supérieur de l'enfant	55
C. L'épineuse question de l'effet direct de la CIDE et de la force contraignante des observations du Comité	64
§ 2. La place de la parole de l'enfant dans un contexte de séparation parentale à travers la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme	72
§ 3. La place de la parole de l'enfant dans la Constitution et la jurisprudence de la Cour constitutionnelle	83

Section 2. La parole de l'enfant dans les séparations parentales en droit interne	84
§ 1. La parole de l'enfant face au juge : de l'article 931 au nouvel article 1004/1 du Code judiciaire	84
A. Bref historique	84
B. Les principes directeurs de l'audition du mineur par le juge et les modifications apportées par la loi du 27 mars 2024	87
C. Les critiques persistantes	95
§ 2. La parole de l'enfant dans le cadre des modes alternatifs de résolution des conflits	96
A. Principe de l'accueil de l'enfant	98
B. Différences entre les auditions « TAM » et la participation de l'enfant dans la séparation parentale	101
C. Déroulement du caucus enfant	102
D. Types de médiations utiles en cas de haut conflit	111
Section 3. Conclusion et recommandations	121

Quelles incidences sur les familles d'un mode amiable de règlement des conflits familiaux – notamment de la médiation – et d'une procédure contentieuse?	123
---	-----

Magali DUFRASNE et Geneviève HERINCKX

Section 1. Le point de vue du médiateur familial	
(par Geneviève HERINCKX)	123
§ 1. Première séance de médiation	124
A. Présentation générale	124
B. Caractéristiques de l'intervention du médiateur à ce stade	128
C. Incidences sur les parties	129
D. Incidences sur les enfants	131
§ 2. Deuxième séance de médiation	131
A. Présentation générale	131
B. Caractéristiques de l'intervention du médiateur lors de cette deuxième séance	134
C. Incidences sur les parties	135
D. Incidences sur les enfants	135
§ 3. Troisième séance de médiation	135
A. Présentation générale	135

B. Caractéristiques de l'intervention du médiateur durant la troisième séance	138
C. Incidences sur les parties	138
D. Incidences sur les enfants	138
§ 4. Quatrième séance de médiation	139
A. Présentation générale	139
B. Caractéristiques de l'intervention du médiateur lors de la quatrième séance	143
C. Incidences sur les parties	144
D. Incidences sur les enfants	145
§ 5. Cinquième et sixième séances de médiation	145
A. Présentation générale	145
B. Caractéristiques de l'intervention du médiateur lors des cinquième et sixième séances	148
C. Incidences sur les parties	148
D. Incidences sur les enfants	149
§ 6. Septième et huitième séances de médiation	150
Conclusions	151
Section 2. Le point de vue de l'expert psychologue	
(par Magali DUFRASNE)	156
§ 1. L'expertise dite « classique »	157
§ 2. L'expertise dite « collaborative »	159
§ 3. L'expertise dite « simplifiée »	161
§ 4. L'expertise amiable	162
§ 5. La simple consultation	163
Les ressources virtuelles lors de la détermination d'une obligation alimentaire	167
<i>Nathalie DANDOY</i>	
Introduction	167
Section 1. Les ressources virtuelles dans le droit des obligations alimentaires	168
§ 1. Les ressources virtuelles font partie des facultés	168
A. Les obligations alimentaires en général	168
B. L'obligation d'éducation et d'entretien	170
C. La pension après divorce	171

§ 2. Les ressources virtuelles se distinguent des facultés ou des possibilités	174
§ 3. Les ressources virtuelles et la jurisprudence récente de la Cour de cassation	175
A. Exploitation des biens	175
B. Le comportement du titulaire de ressources virtuelles	176
C. Champ d'application des ressources virtuelles	178
Section 2. Le catalogue des ressources virtuelles	178
§ 1. Les facultés professionnelles	179
§ 2. L'exploitation de biens mobiliers et immobiliers	186
A. Les biens immobiliers	186
B. Les biens mobiliers	187
§ 3. Les bénéficiaires de société	189
Section 3. Du virtuel au réel	194
§ 1. Incidence concrète des ressources virtuelles sur les droits et obligations alimentaires	195
§ 2. De l'affectation concertée des ressources aux ressources virtuelles	197
Les charges du mariage : principes et applications concrètes	201
<i>Jean-Louis RENCHON</i>	
Introduction	201
Section 1. Les principes	202
§ 1. Une notion spécifique au statut du mariage	202
§ 2. La signification et la portée de l'obligation des époux de contribuer aux charges du mariage	204
A. Une double prescription légale	204
B. Comment comprendre concrètement cette double prescription légale?	205
§ 3. Le contenu des charges du mariage	208
§ 4. Le caractère impératif de l'obligation des époux de contribuer aux charges du mariage	216
§ 5. La durée de l'obligation des époux de contribuer aux charges du mariage	223

Section 2. Les applications concrètes dans les litiges entre époux ou ex-époux	227
§ 1. Exposé général	227
§ 2. En régime de séparation de biens pure et simple	230
A. L'exécution forcée de l'obligation des époux de contribuer aux charges du mariage	230
B. L'obligation de contribuer aux charges du mariage comme « cause » justifiant un éventuel appauvrissement d'un des époux et l'éventuel enrichissement corrélatif de son conjoint	232
C. La « surcontribution » d'un des époux aux charges du mariage	237
§ 3. En régime de communauté	239
§ 4. L'incidence de l'obligation des époux de contribuer aux charges du mariage sur le compte d'administration d'une indivision existant entre eux	241